Les OGM peuvent-ils nourrir le monde ?

Description

La population mondiale pourrait atteindre 10 à 12 milliards d'habitants d'ici à 2050. Or les terres agricoles ne sont pas extensibles à l'infini, voire se détériorent. Donc, dans une vision simpliste, certains agronomes et entreprises considèrent qu'il faut cultiver plus de calories sur moins d'hectares ou réussir à utiliser les terres considérées comme impropres à l'agriculture. Ainsi, les plantes génétiquement modifiées (PGM) sont présentées par leurs promoteurs comme une des solutions à la faim dans le monde : elles auraient un meilleur rendement que les plantes conventionnelles, et la transgenèse (cf. Qu'est-ce qu'un OGM ? Qu'est-ce que la transgenèse ?) permettrait de créer des plantes capables de pousser dans des conditions pédo-climatiques difficiles, comme des sols salins, des zones de sécheresse, etc.

Mais la question des rendements (cf. De meilleurs rendements agricoles avec les PGM ?) est plus que controversée et les plantes qui poussent dans les déserts restent des promesses dont la réalisation n'est heureusement pas pour demain car elle serait catastrophique : les milieux non cultivés sont aussi des milieux riches en biodiversité. Cultiver et domestiquer l'ensemble de la Planète n'est pas un objectif louable.

La réalité est donc plus complexe et de nombreux observateurs au sein des organisations des Nations unies estiment que la faim dans le monde ne pourra être résolue avec une technologie miracle. La question de la faim est une question politique. Retour sur un des axes les plus importants du discours des partisans des biotechnologies végétales.

Image not found or type unknown
JPEG - 177.5 ko
Crédits : Chef Cooke

Évolution de la faim dans le monde

Evolution de la faim

ANNEE	1969 – 1971	1979 – 1981	1990 – 1992	1995 – 1997	2000 – 2002	2004	2006	2007	2008	2009	2010	2010 – 2012	2011 – 2013

En millions	878	853	845	825	857	873	846	923	963	1023	925	868	842
%	24	19	16	14	14	13	13,2	13,8	13,6	15	x	12,9	12

La FAO a changé sa méthodologie statistique en 2011. Elle propose désormais des moyennes sur trois ans.

Les causes de la faim : guerre, gaspillage, exportations subventionnées, etc.

Une des premières causes de la faim reste **la guerre et les conditions politiques difficiles**. La géographie de la faim recoupe précisément la géographie des conflits armés. Ainsi au Kenya, les violences post-électorales de 2007 et 2008 « *ont déplacé plus de 100 000 paysans de la Vallée du Rift, le grenier à blé du pays* » [1], et moins de la moitié des terres des principales régions productives ont pu être labourées ces années-là.

Autre cause : **le gaspillage et les infrastructures défaillantes**. Entre les champs et les assiettes, c'est plus de 50 % de la nourriture qui est perdue. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), par exemple, cite le Niger où près de 60 % des oignons récoltés, soit près de 3000 tonnes, sont perdus chaque année.

Citons encore parmi les causes de la faim **la consommation croissante de viande** : 44 % des céréales produites servent actuellement à nourrir le bétail. Or, une calorie animale demande de trois à dix calories végétales pour être produite. De plus, le régime carné se développe dans de nombreux pays du Sud, comme la Chine qui importe annuellement des millions de tonnes de soja (transgénique) pour répondre à cette demande.

Enfin, **l'agriculture industrielle génère des surplus importants qui sont écoulés sur les marchés internationaux à des prix artificiellement bas**. Les pays exportateurs, malgré un discours néo-libéral, subventionnent fortement leur agriculture, ce qui leur permet de vendre à des coûts inférieurs aux coûts de production. Ces nourritures subventionnées sont reliées à la création de dépendance alimentaire dans les pays du Sud. Toutefois, ces exportations ne sont plus le seul fait des pays occidentaux. La Thaïlande ou le Brésil, par exemple, exportent respectivement du riz ou du poulet à des prix imbattables, ruinant les agricultures ou les élevages des pays où ces denrées arrivent, notamment en Afrique. La sécurité alimentaire passe aussi par le droit de protéger son agriculture.

A cela, ajoutons **une pression accrue sur les terres agricoles**, que ce soit du fait de l'urbanisation galopante ou de l'achat de terres par des pays étrangers soucieux d'assurer leur approvisionnement alimentaire. Or si la faim a reculé dans les années 60 et 70, c'est aussi du fait de l'augmentation des terres cultivées. Nous ne pouvons plus compter sur de telles réserves pour résoudre la faim.

La faim touche l'ensemble des « pauvres », au Nord comme au Sud

La faim ne touche pas que les pays du Sud. Ou, pour le dire différemment, la faim touche une certaine population, au Nord, comme au Sud : ceux qui n'ont pas accès au marché alimentaire. La faim existe aux États-Unis, premier producteur d'OGM au monde. L'Inde où, en 2012, 217 millions de personnes souffrent de malnutrition (soit un quart de sa population), présente pourtant une balance commerciale agro-alimentaire excédentaire. Produire plus dans un contexte d'inégalité sociale ne permet pas de

réduire la faim. Garantir une alimentation équilibrée est donc un enjeu politique.

Les PGM commercialisées ne sont pas « pensées » pour réduire la sous-nutrition

Les PGM actuellement sur le marché n'ont pas de lien direct avec la faim dans le monde. Elles ont été pensées pour faciliter le travail des grands agriculteurs. Par ailleurs, les principales PGM – soja, colza ou maïs – sont destinées aux mangeoires du bétail hors-sol des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon, et maintenant de la Chine et de l'Inde. Quand elles ne sont pas mangées par les cochons et poulets, elles alimentent le réservoir des voitures ou sont utilisées dans la préparation des plats cuisinés (notamment la lécithine de soja qui se retrouve dans près de 60 % des produits transformés). Ces utilisations ne sont d'aucune aide pour les populations qui souffrent de la faim. Au contraire, elles mobilisent des terres et renchérissent le prix des céréales sur le marché mondial. Les émeutes de la faim en 2008 ont été provoquées, en partie, par une augmentation spectaculaire du prix des matières premières agricoles et cela notamment suite à l'augmentation des quantités de maïs utilisé comme agrocarburant.

Enfin, le modèle agronomique que sous-tendent les PGM est un modèle basé sur la chimie : pesticides et engrais. Les trois quarts des variétés transgéniques ont été génétiquement modifiées pour tolérer un ou plusieurs herbicides. Ces variétés n'ont d'intérêt que dans le cadre des grandes monocultures mécanisées. Il s'agit d'une minorité. Doit-elle prendre en charge l'alimentation mondiale ? Vouloir remplacer les petits producteurs « inefficaces » par des grandes fermes de cultures transgéniques industrielles, c'est nier le rôle joué par les petites agricultures dans l'entretien des agrosystèmes et la conservation *in situ* de la biodiversité. C'est aussi oublier que les petits paysans approvisionnent des circuits alimentaires informels particulièrement dans les régions rurales du Sud. Éliminer ces réseaux contribue à la perte d'une production non marchande. De nombreux ménages auront alors à acheter ce qu'ils produisaient habituellement et deviendront dépendants d'éventuels emplois rémunérés.

Des PGM coûteuses et brevetées

Étant donné la complexité des techniques mobilisées, les coûts des biotechnologies végétales ont considérablement augmenté. Les retours sur investissements ne peuvent être réalisés que sur des produits développés et vendus à très grande échelle.

De plus, les PGM sont des variétés brevetées. Le brevet (cf. Qu'est-ce que le brevetage du vivant ?) est conçu pour faciliter ce retour sur investissement. Mais il empêche la sélection à la ferme et il oblige à racheter les semences annuellement. Le brevet est en soi un frein à la sécurité alimentaire. Si les OGM étaient réellement à but « humanitaire », aucun droit de propriété industrielle ne viendrait entraver leur libre circulation…

La faim, comme nous venons de l'expliquer, n'est pas principalement un problème agronomique. Bien entendu, il semble important de maintenir des programmes participatifs, entre paysans et chercheurs, pour innover, produire mieux avec moins de ressources naturelles et financières. L'argent mis dans la mise au point d'une plante transgénique pourrait contribuer à l'amélioration de systèmes alimentaires durables et réduire le gaspillage en soutenant des infrastructures plus adéquates.

JPEG - 142.4 ko

Image not found or type unknown

date créée
17 Oct 2014